

« Georges Pompidou et mai 1968 »

Jérôme Pozzi

Dans le cadre des différentes manifestations liées au quarantième anniversaire de mai 1968, l'Association Georges Pompidou (AGP) a organisé, le 14 mars 2008, un colloque consacré à « Georges Pompidou et mai 1968 ». Dans la prestigieuse salle Colbert de l'Assemblée nationale, les communications ont été suivies avec attention par un public nombreux et de riches débats ont pu se dérouler entre historiens, acteurs et témoins privilégiés des événements, à l'instar de Marie-France Garaud, Olivier Stirn, Jacques Larché ou encore Jean-Bernard Raimond.

Sous la présidence de Sylvie Guillaume, la matinée a été consacrée à l'analyse et la gestion de la crise de Mai par Georges Pompidou. Laurent Jalabert a rappelé que la stratégie du Premier ministre consista, selon ses propres termes, à « traiter le problème de la jeunesse séparément », c'est-à-dire à distinguer les organisations politiques gauchistes de la majorité des étudiants, avec le souci d'adopter des réponses circonstanciées et ciblées envers la crise universitaire. Cette stratégie « d'isolement » de l'agitation étudiante lui a permis de ne pas s'enfermer dans une opposition frontale vis-à-vis de l'ensemble de la jeunesse. Gilles Richard a ensuite traité de la façon dont Georges Pompidou a abordé la question sociale en 1968, en expliquant que son approche s'inscrivait en droite ligne des négociations contractuelles de 1967 et qu'il avait en mai : « dépolitisé le social pour mieux gérer la crise ». Le Premier ministre exprimait sur la crise sociale une divergence profonde avec la façon dont le général de Gaulle envisageait les choses, puisqu'il estimait indispensable le développement de relations sociales négociées nationalement entre syndicats de salariés et patronat sur des terrains préalablement acceptés par celui-ci tout en étant acceptables par ceux-là. Pour sa part, Frédéric Turpin a bien montré que Georges Pompidou n'avait pas perçu cette crise multiforme comme une « crise de régime », dans la mesure où l'opinion publique ne l'avait pas abandonné. La crise s'est d'abord installée dans les esprits, avant de s'installer au sommet de l'Etat entre le président de la République et son Premier ministre et ce par manque d'unité de vue dans la gestion des événements. Jérôme Pozzi a souligné que la mobilisation de la famille gaulliste avait pris plusieurs formes, notamment dans la seconde quinzaine de mai, et ce par le biais de mouvements parallèles comme les Comités de défense de la République (CDR). Face à l'impuissance de l'Union des démocrates pour la V^e République (UDV^e), les gaullistes ont mobilisé leurs réseaux et privilégié une logique réticulaire plutôt que partidaire, ce qui permet de rapprocher leur action de celles qui furent menées en coulisses à l'approche du 13 mai 1958. La matinée s'est achevée par le témoignage d'Edouard Balladur, qui a rappelé à quel point la gestion quotidienne était à porter au crédit personnel de Georges Pompidou. Le pari du Premier ministre a consisté, selon son ancien conseiller, à ne pas avoir recours à la force afin que l'opinion qui soutenait les revendications de la rue ne bascule pas dans une opposition frontale envers le régime. En outre, Edouard Balladur a fait une mise au point sur mai 1968, en tant qu'objet d'histoire, en rappelant que cette période était selon lui plus importante par sa signification que par ses propositions.

La séance de l'après-midi, présidée par Gilles Le Béguec, avait pour thème « L'affirmation d'un destin national ». Elle a débuté par la projection d'un film d'une vingtaine de minutes composé d'images issues des archives de l'INA, portant sur les événements et les principales allocutions de Georges Pompidou, notamment celle du 14 mai. La communication de Bernard Lachaise a traité du sujet complexe et brûlant des relations entre de Gaulle et Pompidou pendant la crise du printemps 1968. En fin connaisseur du gaullisme, Bernard Lachaise a tout d'abord montré que les tensions entre les deux hommes n'étaient pas nées en mai 1968, mais qu'il fallait les inscrire dans la longue durée, même si la crise a aggravé fortement le fossé qui s'était creusé entre eux. La « fêlure » entre le chef de l'Etat et Georges Pompidou a reposé en partie sur la perception qu'ils ont eue de la crise et soulève ainsi la question des informations qui leur provenaient. Le Premier ministre a pu compter sur une information diversifiée et plus précise que celle du général de Gaulle, qui n'a vu à cette époque que des gaullistes historiques. Enfin, Georges Pompidou a ressenti comme un désaveu le fait de ne pas avoir été prévenu par le chef de l'Etat de son intention de disparaître momentanément de la scène politique au cours de la journée du 29 mai. Sabrina Tricaud, chargée de recherche à l'AGP et principale cheville ouvrière de l'organisation de cette journée, a abordé le rôle de Georges Pompidou dans la préparation et la campagne électorale des 23 et 30 juin, en soulignant son investissement personnel, dans la lignée de celles de mars 1967. Le Premier ministre a défini la stratégie de l'Union pour la défense de la République (UDR), animé une équipe recentrée à Matignon et s'est investi dans le combat électoral au travers des différents médias. Sabrina Tricaud a bien montré que cette campagne électorale s'était faite sur le nom du Premier ministre et non sur celui du chef de l'Etat, accentuant ainsi le rôle de chef de la majorité que le premier avait pris depuis 1967. Mathias Bernard, auteur de *La guerre des droites* (Odile Jacob, 2007), s'est interrogé sur le départ de Matignon. Il a mis en lumière les trois types de facteurs qui pouvaient l'expliquer : la lassitude après six années passées à Matignon, l'éloignement à l'égard de l'Elysée – notamment pendant la période du 29 au 31 mai – et la prise de conscience pour Georges Pompidou d'un destin national. Toutefois, il convient selon lui de relativiser l'intention du Premier ministre de démissionner, car celui-ci aurait peut-être cherché le soutien du Général en prétextant un éventuel départ. Charles de Gaulle voulait changer de Premier ministre au lendemain des élections législatives de 1967, mais la défaite de Maurice Couve de Murville ne lui avait alors pas permis de le faire. Le départ de Georges Pompidou témoigna également de la volonté du général de Gaulle de changer de cap politique et de mettre en œuvre la réforme de la participation qui lui tenait particulièrement à cœur. Le grand témoin de l'après-midi était Robert Poujade, ancien député-maire de Dijon et secrétaire général du mouvement gaulliste en mai 1968. L'ancien élève de l'Ecole normale supérieure a livré un témoignage d'une grande richesse, au cours duquel il a évoqué ses souvenirs personnels, en prenant soin de distinguer ce qu'il avait ressenti à l'époque, de ce qu'il pouvait aujourd'hui analyser. Il a notamment rappelé que Georges Pompidou lui avait proposé de succéder à Alain Peyrefitte au ministère de l'Education nationale dans son cinquième cabinet (31 mai), mais qu'il avait refusé, car il avait « une image de combat et de fermeté, pas d'ouverture ». Enfin, Robert Poujade a rappelé à quel point le départ de Matignon de Georges Pompidou a été particulièrement mal ressenti par les députés gaullistes, tout comme par l'opinion publique d'ailleurs.

La tâche difficile de conclure ce colloque a été assurée par Jean-François Sirinelli, qui a tout d'abord tenu à distinguer le temps des témoignages de celui des historiens,

précisant que ces derniers avaient la lourde responsabilité de décanter les sources écrites et orales laissées par les témoins. Ensuite, Jean-François Sirinelli a rappelé l'ampleur de la crise de Mai, en soulignant qu'il s'agissait d'une crise médiatisée, qui avait été vécue en direct par les Français, par des vecteurs comme l'image et le son, ce qui lui permettait de souligner que « la rue Gay-Lussac était dans les salles à manger ». Enfin, Jean-François Sirinelli a analysé la violence des journées d'émeutes, en démontrant que celle-ci avait été bridée et canalisée, ce qui avait permis d'éviter l'irréparable. Tout compte fait, Georges Pompidou a ainsi maintenu le cap d'une stratégie qui privilégiait la négociation sur la répression, même au plus fort de la crise, ce qui peut-être interprété comme le pur produit d'une forme d'« humanisme républicain » dont était d'après lui empreint le Premier ministre.